

XI^e Congrès forestier mondial LES FORESTIERS AU SERVICE DE LA SOCIÉTÉ Antalya, Turquie, 13-22 octobre 1997

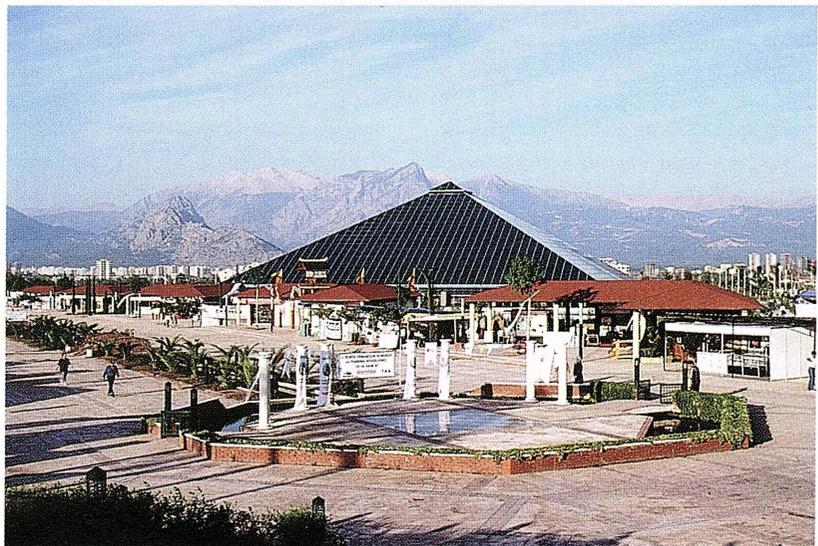
Six ans après celui de Paris (1991), les forestiers se sont de nouveau réunis en congrès mondial, sur les rivages turcs de la Méditerranée, sous l'égide de la FAO et du gouvernement de Turquie. Il se dégage des cinquante textes de conclusions et recommandations, produits à l'issue des sessions plénières ou spécialisées de ce congrès, quelques grandes tendances, dont nous donnons ici un aperçu pour ce qui concerne les forêts tropicales. Les aspects politiques ont pris nettement le pas pendant ce congrès sur les aspects techniques. On retiendra l'importance nouvelle des aspects sociaux dans la gestion des forêts, en même temps que celle de la mondialisation, qui concerne aussi le secteur forestier. Le métier de forestier s'élargit en conséquence. Mais c'était aussi un congrès de gestionnaires qui savaient bien qu'après le congrès ils retrouveraient le terrain et qu'il convenait de rester réalistes.

L'IMPORTANCE DES ASPECTS SOCIAUX

Selon la formule consacrée, les actions forestières doivent être « écologiquement fondées, économiquement viables et socialement acceptables ». Ce dernier terme a été particulièrement examiné à Antalya. Ainsi les communautés, les propriétaires et les divers ayants droit se voient conférer

une responsabilité croissante dans la gestion des forêts. Dans cette perspective, la sécurité foncière doit être améliorée.

L'apparition d'une gestion décentralisée des richesses forestières s'accompagne d'un besoin de formation des « nouveaux » gestionnaires. Même lorsqu'elle est décentralisée et qu'elle répond à une demande locale, la gestion forestière doit aussi



Le Congrès s'est tenu dans le cadre de la Foire et du Centre Culturel d'Antalya, au pied de la chaîne du Taurus.
The congress took place as part of the Antalya Fair and Cultural Centre, at the foot of the Taurus range.



Photo M. CHIAVERINI

Un stand « France », réunissant le CIRAD-Forêt, l'INRA et l'O.N.F., proposait aux visiteurs un large éventail de publications sur les forêts tempérées et tropicales.
A « France » stand, manned by CIRAD-Forêt, INRA and O.N.F. staff, offered visitors a wide range of publications about temperate and tropical forests.

être appréhendée dans une perspective plus large, englobant les orientations nationales et les contraintes du marché.

La forêt ne fournit pas seulement des produits, ligneux ou non, récoltés ou pâturés, chassés ou pêchés, mais aussi de multiples services : abri, protection contre l'érosion, lieu de détente, cadre de vie. L'ensemble de la population en bénéficie. Il importe de considérer la valeur de ces services dans l'appréciation des forêts, pour éclairer les choix politiques ou de gestion, incluant la conservation des forêts. La « valeur non marchande » des forêts, ainsi que la valeur de leur « perte » en cas de défrichement, doivent aussi être prises en considération.

LA MONDIALISATION

On ne s'étonnera pas, s'agissant d'un congrès mondial, qu'il ait été fait souvent référence aux accords internationaux et aux concertations en cours au niveau mondial. Ainsi

ont été cités, pour justifier les orientations proposées, les principes forestiers adoptés à Rio (1992), les conventions sur la désertification et sur les zones humides d'intérêt international, les conclusions du groupe intergouvernemental sur les forêts, les directives de l'O.I.B.T. pour l'amé-

nagement durable des forêts tropicales naturelles. La pression internationale sur les politiques forestières nationales va en augmentant, ainsi que la demande, de plus en plus explicite, de concilier des intérêts locaux, nationaux et internationaux.

On notera aussi la place prise par le CIFOR (Centre de recherche forestière internationale) qui n'existait pas encore au congrès précédent, et qui a su en très peu de temps s'imposer, au plan international, comme un pôle de réflexion sur la recherche forestière tropicale.

Le congrès a vivement approuvé et soutenu l'initiative FRA 2000 d'évaluation sous l'égide de la FAO des ressources forestières pour l'année de référence 2000. Cette évaluation sera l'occasion pour la FAO de renouveler ses méthodes et de réunir des informations, non seulement sur les superficies forestières mais aussi sur la qualité des forêts, sur leur diversité biologique et sur une large gamme de produits.

La mondialisation, c'est une atmosphère commune (on continue de recommander que du carbone soit fixé par les arbres, dans des pays tropicaux, pour lutter contre l'aug-

QUELQUES CHIFFRES SUR LE XI^e CONGRÈS FORESTIER MONDIAL

- 4 200 participants venus de 145 pays, dont 1 747 de Turquie,
- 43 sessions techniques,
- 44 sessions scientifiques,
- 1 700 contributions volontaires reçues dont :
 - 37 publiées intégralement dans les actes,
 - 391 publiées dans les actes sous forme de résumés.
- 50 déclarations et conclusions par thèmes produites pendant le congrès.
- Six volumes de rapports et contributions volontaires publiés avant le congrès, en quatre langues (anglais, espagnol, français, turc). Les volumes 7 (rapport principal) et 8 (contribution additionnelle, discours...) sont parus à la fin de l'année 1997.

mentation de l'effet de serre) ; c'est aussi le caractère international de certaines pollutions ou maladies contre lesquelles les forestiers n'ont guère de moyens d'action.

UN MILIEU FORESTIER OUVERT

De nouvelles perspectives s'ouvrent pour la gestion forestière, accueillies avec beaucoup d'intérêt au moment du congrès :

□ **Le partenariat avec les communautés villageoises**, notamment dans l'organisation des terroirs et dans les nouvelles perspectives offertes par la gestion des arbres forestiers hors forêt. L'arbre est bien une ressource d'appoint pour les agriculteurs. Avec l'essor des communautés gestionnaires, les forestiers sont confrontés à de nouvelles relations de pouvoir, au sein des communautés ou entre ces dernières et l'administration, les O.N.G., le secteur privé. De nouveaux types de conflits apparaissent qu'il faut apprendre à gérer (une réunion satellite préparatoire a été spécialement consacrée à ce thème).

□ **Le partenariat entre le secteur privé et le secteur public**, notamment pour des investissements productifs comme les plantations forestières, doit se renforcer.

□ **Les connaissances traditionnelles**. Il a été rappelé, dans de multiples réunions, l'utilité d'associer aux connaissances scientifiques les connaissances traditionnelles, de caractère empirique et qui sont le plus souvent ignorées des scientifiques et même des gestionnaires.

□ **La prise en compte des autres secteurs dans la gestion des forêts**, par exemple l'économie de l'eau, ou la demande que soient mieux harmonisées les politiques relatives

à l'agriculture, à l'élevage ou aux forêts.

□ **Les O.N.G. et les groupes d'intérêt spéciaux** sont reconnus comme des interlocuteurs ou des partenaires importants, dans la partie qui se joue entre Etats et marchés. Ils sont devenus pour les forestiers des interlocuteurs permanents qui doivent conserver leur indépendance pour continuer de jouer leur rôle.

UN CONGRÈS DE GESTIONNAIRES

Les nouvelles technologies sont accueillies avec enthousiasme : information géographique, génétique, planification forestière. Cependant, elles doivent encore être perfectionnées, devenir sûres et surtout faire leurs preuves sur le terrain. La « vérité terrain » a été maintes fois évoquée, ce qui rappelle à la fois

qu'elle reste nécessaire pour compléter ou valider méthodes ou modèles, et que la confiance dans les nouvelles technologies est encore mesurée.

Le congrès a renouvelé son soutien aux plans d'action forestiers nationaux et a noté que l'aide internationale, qui s'intéresse beaucoup à la conservation des forêts, devrait se pencher aussi sur l'accroissement de leur productivité.

La forêt est désormais perçue comme une ressource limitée, face à une demande de bois croissante. Par conséquent, l'exploitation du bois d'œuvre est à raisonner dans le cadre de l'aménagement de la forêt, plus que suivant une logique « d'ouverture » de massifs restés « vierges ». L'industrie de transformation du bois est aussi l'une des clés de la gestion des forêts en même temps que du développement économique. Son image doit être améliorée.



Photo Ph. LACROIX (O.N.F.)

Ces arbres que l'on plante sont destinés à l'arboretum qui rappellera le XI^e Congrès forestier mondial. Les participants à cette manifestation avaient été invités à envoyer des plants représentatifs de la végétation de leur pays et capables de s'adapter aux conditions climatiques d'Antalya.

These trees were planted to establish the arboretum, designed to be a reminder of the World Forestry Congress. Participants to this event had been invited to send plants representative of their countries and able to fit weather conditions in Antalya

L'investissement dans des plantations prend un intérêt croissant. La demande de produits forestiers est telle qu'une forte extension des plantations est prévisible dans les régions tropicales, où elles peuvent contribuer, non seulement à la production de bois et autres produits, mais aussi à la restauration des sols et à la croissance économique.

La certification des bois est perçue comme une démarche liée plus à la filière commerciale qu'au consommateur, sans que son financement soit encore établi, ni sa cohérence avec les accords commerciaux internationaux. La bonne gestion des forêts est considérée comme un objectif premier, qui n'est pas nécessairement lié à une certification : « *There was an agreement that sustainable*

forest management is the most important goal to be pursued and this must precede, not follow, any certification ». Le rapport de la session consacrée à la certification met bien les choses à leur place : cette démarche n'a pas en effet de rapport rigoureux avec la

gestion des forêts, qui doit rester le but à atteindre.

Rendez-vous est pris en 2003, pour un prochain congrès forestier mondial. □

► François GRISON
CIRAD-Forêt/Baillarguet

CRÉATION DE L'ASSOCIATION FORESTIÈRE FRANCOPHONE INTERNATIONALE

Cette association, créée lors du congrès forestier mondial d'Antalya, a pour objectif de renforcer l'information, la formation, la communication et les échanges en langue française sur tous les aspects relatifs à la gestion durable de tous les types de forêts.

Un groupe de travail de dix membres a été mandaté pour préciser la nature de l'association et préparer ses statuts, dont le dépôt devra intervenir avant le 30 avril 1998.

ETFAG ET FAG : DES GROUPES DE CONCERTATION POUR UNE MEILLEURE EFFICACITÉ DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

Le groupe des conseillers forestiers tropicaux européens (ETFAG) a tenu sa septième réunion à Florence du 18 au 20 novembre 1997. Ce groupe réunit, autour des responsables de la Commission Européenne chargés des problèmes forestiers dans le contexte de l'environnement et du développement, les responsables des programmes de coopération internationale des pays membres de l'Union Européenne et un certain nombre de spécialistes forestiers tropicaux européens. C'est un forum de réflexion et d'informations sur les interventions des pays membres de l'Union Européenne et de la Commission Européenne en matière de forêts tropicales. Le département des forêts de la FAO est invité aux réunions de ce groupe. Parmi les questions débattues à Florence à partir de l'expérience des projets : la place respective de la certification et de l'aménagement des forêts, ou bien comment les objectifs de conservation des forêts naturelles peuvent s'inscrire dans une logique d'aménagement de ces forêts.

La journée du 20 novembre, élargie aux bailleurs de fonds (la Banque mondiale et l'US AID étaient représentées) a été

consacrée aux pays d'Afrique centrale faisant partie du bassin du Congo au sens large (Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République centrafricaine, République démocratique du Congo). La pertinence et la coordination de l'aide internationale a été discutée, à partir de deux études consacrées au Cameroun.

Il existe un autre groupe plus ancien, celui dit des conseillers forestiers internationaux (FAG) qui s'est spontanément créé en 1985 lors du lancement du PAFT (Plan d'Action Forestier Tropical). A l'origine, ce groupe avait pour objectif de suivre et coordonner la mise en œuvre du PAFT dans les pays tropicaux en participant à l'élaboration et à l'exécution de PAFN (Programmes d'action forestiers nationaux). Il a réuni deux fois par an les responsables du développement et de la coopération forestière des principaux pays, agences, banques de développement et organisations régionales et internationales actives dans les pays tropicaux. Plusieurs O.N.G. internationales et de nombreux représentants de pays tropicaux ont également participé aux travaux de ce groupe informel présidé

successivement par un Néerlandais, un Canadien, un Allemand et aujourd'hui un Finlandais.

Depuis l'abandon du PAFT comme cadre d'action international, le FAG s'est réduit à une quinzaine de représentants des organisations, banques et agences d'aide au développement ; il est devenu, comme ETFAG, un groupe d'échange d'informations et de débats. Lors de sa vingt-quatrième réunion tenue à Antalya, juste avant le Congrès forestier mondial, le groupe FAG a décidé d'étudier la création de mécanismes de coordination/concertation au niveau régional et peut-être sous-régional pour pallier la carence du FAG dans ce domaine depuis l'abandon du PAFT. La FAO a pris l'initiative d'organiser, en 1998, une réunion avec des représentants du FAG et des pays en développement dans chacune des quatre régions Amérique latine et Caraïbe, Afrique, Asie et Pacifique, et Méditerranée/Moyen-Orient afin d'étudier la possibilité de mettre en place des groupes de conseillers régionaux (RFAG). □

► François GRISON
► Jean CLÉMENT